

Émetteur : DG/CEAMAR/SMA/BALE  
Repère support : MB

## PROJET DE MARCHÉ

**PRESTATIONS D'ASSISTANCE A PILOTAGE OPERATIONNEL  
DANS LE CADRE DES PROJETS  
DES INSTALLATIONS  
LG1, HERA ET CD**

Indice	Date	Rédacteur	Approbateur	Approbateur Technique
0	03/2025	M. BOUHAMOUCHE	F. PUJOL	D. JAMBOU



Marché classifié Secret sans détention d'informations et de supports classifiés

COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES  
CENTRE DE MARCOULE  
30207 BAGNOLS-SUR-CEZE CEDEX

MARCHÉ N°: .....

OBJET : PRESTATIONS D'ASSISTANCE A PILOTAGE OPERATIONNEL SUR SITE DANS LE  
CADRE DES PROJETS DES INSTALLATIONS LG1, HERA ET CD

Entre,

**LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel, dont le Siège est situé au Bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15ème, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par M. ...., agissant en qualité de .....

Ci-après dénommé "le CEA",

D'une part,

Et,

**En cas de candidature individuelle**

..... (**nom de la société**), Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de ..... €, domiciliée au ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS ....., représentée par ....., agissant en qualité de .....

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "*les Parties*".

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

**En cas de candidature en groupement**

**Le Groupement Momentané d'Entreprise** ..... (**Solidaire ou Conjoint**), composé comme suit :

..... (**nom de la société**), **1<sup>er</sup> cotraitant, Mandataire Solidaire du Groupement**, Société.....  
(**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de ..... €, domiciliée au .....,  
inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS  
....., représentée par ....., agissant en qualité de .....,

Et,

..... (**nom de la société**), **2<sup>ème</sup> cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),  
au capital de ..... €, domiciliée au ....., inscrite au Registre du Commerce et des  
Sociétés de ..... sous le numéro RCS ....., représentée par .....,  
agissant en qualité de .....,

Et,

..... (**nom de la société**), **3<sup>ème</sup> cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),  
au capital de ..... €, domiciliée au ....., inscrite au Registre du Commerce et des  
Sociétés de ..... sous le numéro RCS ....., représentée par .....,  
agissant en qualité de .....,

ET,

..... (**Le soumissionnaire peut ajouter d'autres cotraitant en mentionnant les mêmes informations que celles demandées supra.**)

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "*les Parties*".

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

## **SOMMAIRE**

ARTICLE 1	Clause relative à la classification.....	6
ARTICLE 2	Objet .....	6
ARTICLE 3	Documents contractuels .....	6
ARTICLE 4	Nature et etendue du marché .....	6
4.1	Prestations fermes.....	7
4.2	Prestations optionnelles .....	7
4.3	Prestations sur Fiche De Modifications sur Devis Préalable (FDMDP) .....	7
ARTICLE 5	Modalités d'exécution .....	7
5.1	Modalités de levée de l'option .....	7
5.2	Modalités d'exécution des prestations sur FDMDP.....	7
5.2.1	Expression du besoin .....	7
5.2.1	Offre du Titulaire .....	7
5.2.1	Signature de la FDMDP.....	8
ARTICLE 6	Conditions financières .....	8
6.1	Détails des prix .....	8
6.1.1	Prestations fermes.....	8
6.1.2	Prestations optionnelles .....	8
6.1.3	Prestations sur FDMDP .....	9
6.2	Révision des prix .....	9
ARTICLE 7	Paiement du prix.....	10
7.1	Termes de paiement.....	10
7.1.1	Prestations fermes.....	10
7.1.2	Prestations optionnelles .....	10
7.1.3	Prestations sur FDMDP.....	10
7.1.4	Révision de prix .....	10
7.2	Modalités de facturation .....	11
7.3	Régime fiscal .....	12
ARTICLE 8	Durée et délai .....	12
8.1	Durée de validité du marché.....	13
8.2	Délais d'exécution des prestations .....	13
8.3	Délais spécifiques.....	13
ARTICLE 9	Pénalités de retard.....	13
9.1	Pénalités pour retard dans la livraison des livrables .....	13
9.2	Pénalités pour non-respect des exigences organisationnelles .....	13
9.3	Absence aux réunions .....	13
9.4	Pénalité pour répétition inacceptable de refus du même livrable.....	14
9.5	Contrôle des exigences sociales et environnementales .....	14
ARTICLE 10	Conditions particulières d'exécution .....	14
10.1	Interlocuteurs .....	14
10.2	Respect par le titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale .....	14
10.3	Nomadisme et télétravail du Titulaire .....	15

10.4	Suspension de marché.....	15
ARTICLE 11	Gestion des modifications .....	15
11.1	Évolution des prestations par FDMDP .....	15
ARTICLE 12	Clause de protection du secret de la défense nationale .....	16
ARTICLE 13	Sous-traitance.....	17
ARTICLE 14	Non-soumission à des marchés connexes.....	17
ARTICLE 15	Compétence juridictionnelle .....	18
ANNEXE 1	: Clauses génériques.....	19
ANNEXE 2	: Clauses de protection des informations .....	21

## **ARTICLE 1     CLAUSE RELATIVE A LA CLASSIFICATION**

Le présent marché est classifié Secret sans détention d'ISC au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale. Les prescriptions particulières de sécurité sont précisées dans le plan contractuel de sécurité visé à l'article 2 infra.

## **ARTICLE 2     OBJET**

Le présent marché a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire réalise des prestations d'assistance à pilotage opérationnel sur site dans le cadre des projets des installations LG1, HERA et CD du CEA Marcoule.

Les prestations du présent marché sont assurées pour le compte de la Direction des énergies (DES), Centre de Marcoule (MAR), L'Institut des Sciences et technologies pour une Économie Circulaire des énergies bas carbone (ISEC), le Département de recherche sur les Procédés et Matériaux pour les Environnements complexes, (DPME), le Service d'Exploitation des installations de Marcoule et Pierrelatte (SEMP).

## **ARTICLE 3     DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché, ses annexes et ses éventuels avenants, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Code de Sécurité de Marcoule \*,
- Le Plan Contractuel de Sécurité (PCS) réf. 24-054,
- Le cahier des charges référencé (CDC) référencé CCTP/2024-160 indice B et ses annexes, ainsi que les documents associés,
- Le Règlement applicable aux Entreprises Extérieures intervenant sur le site de Marcoule référencé CSAE PR 105 à l'indice en vigueur \*,
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA dans leur édition du 1<sup>er</sup> janvier 2022,
- Le Cahier des Clauses Sociales Particulières de janvier 2021,
- A titre supplétif, l'offre du Titulaire réf. .... du .....  
*A renseigner par le soumissionnaire.*

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales ou particulières du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

\*Documents consultables sur le site <https://www.cea.fr/Marcoule/Pages/EE.aspx>

## **ARTICLE 4     NATURE ET ETENDUE DU MARCHÉ**

Le présent marché est un marché de services au sens de l'article L.1111-4 du Code la commande publique.

Son étendue est précisée dans le cahier des charges et ses annexes qui sont applicables sans restriction ni exclusion.

Les prestations, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des exigences et fonctionnalités exprimées par le CEA dans le cahier des charges.

Ces prestations issues du cahier des charges, mentionné à l'article 2 supra, comprennent :

#### 4.1 PRESTATIONS FERMES

Les prestations et les livrables attendus au titre des prestations fermes, détaillés dans le cahier des charges cité supra, concernent notamment la réalisation des missions suivantes :

- **Mission 1** : Assistance dans le domaine de la mécanique et du CVC (chauffage / ventilation/ climatisation),
- **Mission 2** : Assistance dans le domaine de l'électricité et du contrôle commande (ECC).

#### 4.2 PRESTATIONS OPTIONNELLES

L'option n°1, correspond à la prolongation d'une année de la durée des prestations fermes du marché.

#### 4.3 PRESTATIONS SUR FICHE DE MODIFICATIONS SUR DEVIS PREALABLE (FDMDP)

Les prestations sur FDMDP concernent la réalisation de prestations modificatives directement liées à l'objet marché.

### ARTICLE 5 MODALITES D'EXECUTION

#### 5.1 MODALITES DE LEVEE DE L'OPTION

Les prestations optionnelles visées supra pourront être levées par le CEA par courrier ou courrier électronique avec un délai de préavis minimum de 30 jours calendaires.

Dans le cas où elles ne seraient pas levées par le CEA, le Titulaire ne pourra élever aucune réclamation et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

#### 5.2 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR FDMDP

Pour les prestations sur FDMDP visées supra, les prestations seront engagées comme suit :

##### 5.2.1 Expression du besoin

Le CEA formalise son besoin qu'il transmet au Titulaire par courrier ou par courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

Le Titulaire accuse réception de la demande du CEA dans les 2 jours ouvrés suivant sa réception.

##### 5.2.1 Offre du Titulaire

Le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception. Ce délai peut être ponctuellement adapté par le CEA en cas de complexité de la demande. Il est, dans ce cas, signifié par écrit au Titulaire.

Le Titulaire adresse, en retour, une Fiche de modification sur devis préalable (FDMDP), conforme au modèle CEA qui est défini à la réunion d'enclenchement, basée sur les prix adaptés à la nature de la prestation en application des dispositions de l'article 6.1.3 infra. Cette FDMDP peut faire l'objet d'une négociation entre les parties.

La FDMDP précise a minima :

- L'objet, la nature et la localisation des prestations,

- Les résultats et livrables attendus,
- Les impacts éventuels sur les prestations du marché,
- Le délai d'exécution des prestations et ses éventuels jalons,
- Le nombre de jours d'intervention par qualification sur la base des taux tels que définis à l'article 6.1.3 infra,
- Le montant total en €HT détaillé par poste,
- Les termes de paiement et les conditions de leur déclenchement. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.
- Toute information nécessaire à la bonne réalisation des prestations attendues.

#### 5.2.1 Signature de la FDMDP

Lorsque que les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA et, sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le plafond mentionné à l'article 6.1.3 infra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui sont définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

Les prestations sur FDMDP ne peuvent être notifiées que durant la période de validité du marché.

## **ARTICLE 6 CONDITIONS FINANCIERES**

Le montant estimé des prestations est plafonné à ..... €HT (CE du mois de remise de l'offre [M0]) ainsi décomposé :

- Montant des prestations fermes : .....€HT,
- Montant des prestations optionnelles : .....€HT,
- Montant plafond sur devis préalables : .....€HT.

### **6.1 DETAILS DES PRIX**

#### 6.1.1 Prestations fermes

Le prix des prestations fermes du marché est fixé à la somme forfaitaire et révisable de :

..... € HT

Soit, en toutes lettres : .....

*A renseigner par le soumissionnaire.*

#### 6.1.2 Prestations optionnelles

Le prix de l'option n°1 est fixé à la somme forfaitaire et révisable de :

..... € HT

Soit, en toutes lettres : .....

*A renseigner par le soumissionnaire.*



### 6.1.3 Prestations sur FDMDP

Les prestations sur FDMDP visées à l'article 4.3 supra sont réalisées à prix forfaitaires et révisables basés :

- Pour la main d'œuvre, sur les taux suivants adaptés à la nature de la prestation :

Profils - Qualification		Taux horaires	Taux journaliers*
P1		..... € HT	..... € HT
P2		..... € HT	..... € HT
P3		..... € HT	..... € HT
P4		..... € HT	..... € HT
P5		..... € HT	..... € HT
Le soumissionnaire peut ajouter des lignes		..... € HT	..... € HT

(\*) : Base 7,8 h/j

*A renseigner par le soumissionnaire.*

- Pour les fournitures, matériels, services et/ou sous-traitance, soit, le cas échéant, sur les prix issus des postes de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), soit sur les prix d'achat du Titulaire augmentés du coefficient de peines et soins défini infra et désactualisés aux conditions économiques du marché. Étant entendu que, sur demande du CEA, le Titulaire aura l'obligation de présenter les justificatifs comptables adéquats et qu'il sera en mesure de démontrer qu'il fait ses meilleurs efforts dans la négociation de ses prix d'achat auprès de ses fournisseurs.

Coefficient de peines et soins	..... %
--------------------------------	---------

*A renseigner par le soumissionnaire.*

Ces prestations sont réalisées dans la limite d'un montant plafond de :

..... € HT

*(Il sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché)*

Soit, en toutes lettres : .....

Les parties conviennent que ce montant plafond ne peut en aucun cas être dépassé sans réalisation préalable d'un avenant signé des parties.

Ce montant plafond ne constitue en aucune façon un engagement de dépense du CEA vis-à-vis du Titulaire. A ce titre, si aucune prestation sur FDMDP n'est commandée par le CEA ou si le plafond n'est pas atteint, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA.

## 6.2 REVISION DES PRIX

Les prix visés à l'article 6.1 supra sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre (..... 2025), ce mois est appelé « mois zéro ».

Ils sont fermes la première année d'exécution du marché puis annuellement révisables selon les modalités définies ci-après :

Le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule le calcul de la révision de prix pour l'année à venir, basé sur les formules définies ci-après :

$$P = P_0 \times \text{Coefficient de révision}$$

Avec :

$$\text{Coefficient de révision} = \left( 0,125 + 0,875 \times \frac{ING}{ING_0} \right)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé,

P<sub>0</sub> = Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre.

Et :

Nom de l'indice	Intitulé de l'indice et n° d'identifiant	Dates
ING <sub>0</sub>	Index « Ingénierie » publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001711010	Mois de remise de l'offre ( <i>mois 0</i> )
ING		Dernière valeur publiée au mois de la date d'anniversaire de l'enclenchement du marché.

Le coefficient de révision des prix ainsi obtenu sera arrondi au millième inférieur.

Dans le cas où le coefficient de révision calculé est supérieur à 1,10, les parties peuvent convenir de se rencontrer pour déterminer une périodicité d'application de la formule temporairement plus adaptée au contexte économique. Ces nouvelles modalités seront formalisées par courrier contresigné des parties.

Les prix révisés ne pourront être applicables qu'après accord écrit du Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de cette dernière.

Le CEA se réserve la possibilité d'appliquer la révision de prix sans demande préalable du Titulaire.

## **ARTICLE 7 PAIEMENT DU PRIX**

Le prix comprend les appointements, salaires, frais de déplacement et de séjour du personnel, les charges sociales, le bénéfice, les aléas liés au déroulement de la prestation, et plus généralement, toutes sujétions nécessaires à la réalisation des prestations du marché.

### **7.1 TERMES DE PAIEMENT**

Les prestations sont facturées sur procès-verbal signé sans réserve par le CEA.

#### **7.1.1 Prestations fermes**

Le montant des prestations fermes sera facturé sur procès-verbal signé sans réserve par le CEA, mensuellement TTC à terme échu, sur la base de 1/24<sup>ème</sup> du montant total des prestations fermes, après acceptation par le CEA du compte-rendu mensuel de l'activité.

#### **7.1.2 Prestations optionnelles**

Le montant des prestations optionnelles sera facturé sur procès-verbal signé sans réserve par le CEA, mensuellement TTC à terme échu, sur la base de 1/12<sup>ème</sup> du montant total des prestations optionnelles, après acceptation par le CEA du compte-rendu mensuel de l'activité.

#### **7.1.3 Prestations sur FDMDP**

Chaque FDMDP fixe les conditions de paiement des prestations auxquelles elle se rapporte.

#### **7.1.4 Révision de prix**

Les termes de paiement définis supra s'entendent en prix non révisés (CE du « mois 0 »).

La révision de prix fait l'objet d'une ligne spécifique dans les factures émises par le Titulaire. Cette ligne indique le montant résultant du produit du taux de révision de prix accepté par le CEA dans les conditions de l'article 5.2 supra au montant total des prestations soumis à cette révision.

## 7.2 MODALITES DE FACTURATION

### Fournisseur français

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service: **VRH-C ou FMD-C** (*sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché*),,
- Le numéro d'engagement ou le numéro du marché composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent marché.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : [contact\\_demat@cea.fr](mailto:contact_demat@cea.fr)

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : [relances@cea.fr](mailto:relances@cea.fr)
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'information sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

### Fournisseur étranger :

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction**

**du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service: **VRH-C ou FMD-C** (*sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché*),,
- Le numéro d'engagement ou le numéro du marché composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent marché.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : [contact\\_demat@cea.fr](mailto:contact_demat@cea.fr)

Le cas échéant, chaque facture papier doit être adressée en un (1) seul exemplaire à l'adresse ci-dessous :

CEA  
Centre de SACLAY  
Service S3C – Comptabilité FOURNISSEURS  
Bâtiment 530 - Point courrier 75  
91191 GIF SUR YVETTE CEDEX

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : [relances@cea.fr](mailto:relances@cea.fr)
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'information sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

### 7.3 REGIME FISCAL

Le Marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. S'agissant de livraison de biens, la TVA est exigible au plus tard au moment du transfert de propriété. En cas de versement préalable d'un acompte portant sur des livraisons de biens, la TVA devient exigible au moment de son encaissement, à concurrence du montant encaissé, à condition que les biens soient désignés avec précision. S'agissant de prestations de service, chaque terme de paiement est assorti de la TVA. Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

## ARTICLE 8 DUREE ET DELAI

### **8.1 DUREE DE VALIDITE DU MARCHÉ**

Le marché prend effet à compter de la notification du marché. La durée du marché est la période durant laquelle le marché est en vigueur. Le présent marché sera réputé terminé suite à l'exécution complète des obligations découlant du présent marché.

### **8.2 DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations sont réalisées selon les échéances contractuelles définies infra à compter de la réunion d'enclenchement (**T0**).

Les prestations du marché s'exécutent sur une durée ferme de **24 mois**, avec la possibilité de prolonger, en option, les prestations d'une durée de 12 mois supplémentaires.

### **8.3 DELAIS SPECIFIQUES**

Les délais de remise des livrables de la prestation sont définis au cahier des charges cité à l'article 2 supra.

## **ARTICLE 9 PENALITES DE RETARD**

En complément des Conditions Générales d'Achat, le CEA prévoit des pénalités pour sanctionner des dysfonctionnements constatés dans le déroulement des prestations.

La somme des pénalités ne peut dépasser 10% du montant total hors taxes du marché révisé incluant le montant des prestations fermes, des prestations optionnelles levées et des prestations sur devis préalables commandées par le CEA visées supra.

Les pénalités appliquées sont cumulables et ne sont ni restituables, ni libératoires. Elles sont applicables immédiatement, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable et sans préjudice de plus amples dommages et intérêts.

L'atteinte d'un plafond de pénalités est un motif, sur décision unilatérale du CEA, de résiliation du Marché, sans indemnité pour le Titulaire.

### **9.1 PENALITES POUR RETARD DANS LA LIVRAISON DES LIVRABLES**

Le Titulaire s'est engagé à réaliser sa prestation dans les délais impartis. Ainsi, tout retard constaté par le CEA dans la remise d'un livrable de la prestation tel que défini à l'article 8.3 supra, qu'il ait été repris ou non par le Titulaire suite à une demande du CEA fera l'objet de l'application d'une pénalité fixée à 200 € (DEUX CENTS EUROS) par jour ouvrable de retard.

### **9.2 PENALITES POUR NON-RESPECT DES EXIGENCES ORGANISATIONNELLES**

Dans l'éventualité où le Titulaire ne met pas en œuvre les ressources, profils et compétences nécessaires à l'exécution des prestations commandées et conformes aux exigences du cahier des charges, cité à l'article 2 supra, le Titulaire fera l'objet de l'application d'une pénalité fixée à 200 € (DEUX CENTS EUROS) par jour calendaire de vacance des compétences constatées.

En complément de l'article 39.2 des Conditions générales d'achat du CEA, si le Titulaire s'avère incapable de remédier à cette situation au-delà d'1(UN) mois calendaire, le CEA pourra, après mise en demeure du Titulaire non suivie d'effet sous 10 jours ouvrés, prononcer la résiliation de plein droit du présent marché dès l'expiration du délai susvisé, aux torts du Titulaire et ce, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés au Titulaire.

### **9.3 ABSENCE AUX REUNIONS**

Dans l'éventualité où le Titulaire ne se présente pas à une réunion, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant forfaitaire de 500 € (CINQ CENTS EUROS) par occurrence.

#### 9.4 PENALITE POUR REPETITION INACCEPTABLE DE REFUS DU MEME LIVRABLE

Le Titulaire s'est engagé à réaliser sa prestation avec le niveau de qualité attendu par le CEA. Le CEA prévoit donc de sanctionner une répétition inacceptable de refus du même livrable par le CEA. Ainsi, au-delà de 2 refus par le CEA d'un même livrable, le Titulaire se verra appliquer une pénalité de 500 € (CINQ CENTS EUROS) par refus supplémentaire.

#### 9.5 CONTROLE DES EXIGENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Le Titulaire s'engage à intégrer les enjeux environnementaux dans les prestations du marché qui lui sont confiées. Il s'engage à porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et d'énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions GES (gaz à effet de serre), ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

Le Titulaire s'engage également, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte aux prestations du marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

Le Titulaire présentera dans une note annuelle les actions menées en matières sociales et environnementales en lien avec l'objet de la prestation.

Non-respect du délai de remise de la note annuelle relative aux actions menées en matières sociales et environnementales en lien avec l'objet de la prestation	50 € par semaine de retard à compter de la date anniversaire du T0
--	--

### ARTICLE 10 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

#### 10.1 INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du marché, les parties désignent comme interlocuteurs :

	Techniques	Contractuels
<b>Pour le CEA</b>	David JAMBOU Tel : 04 66 79 76 98 Courriel : <a href="mailto:david.jambou@cea.fr">david.jambou@cea.fr</a>	Malek BOUHAMOUCHE Tel : 04 66 79 63 31 Courriel : <a href="mailto:malek.bouhamouche@cea.fr">malek.bouhamouche@cea.fr</a>
<b>Pour le Titulaire</b>		

*A renseigner par le soumissionnaire.*

#### 10.2 RESPECT PAR LE TITULAIRE DU MARCHE DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa date de signature jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou à l'article D8222-7 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du Travail, et le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D8254-2 à D8254-5 du Code du Travail),
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

### **10.3 NOMADISME ET TELETRAVAIL DU TITULAIRE**

Le nomadisme et le télétravail sont interdits dans le cadre de la réalisation des prestations du marché.

### **10.4 SUSPENSION DE MARCHE**

Sans préjudice des cas légaux de suspension, le CEA peut prescrire la suspension de tout ou partie du marché. Cette prescription sera effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, le Titulaire pourra demander au CEA une indemnisation correspondant aux frais de démobilisation/remobilisation que la suspension engendrerait. Cette indemnité est plafonnée à :

- 1/24<sup>ème</sup> du montant des prestations fermes si la suspension intervient au cours de la durée ferme du marché,
- 1/12<sup>ème</sup> du montant de l'option n°1 si la suspension intervient au cours de la durée optionnelle.

Le Titulaire apportera tout élément justifiant sa demande (Factures, contrats avec les fournisseurs...).

La suspension entrainera la prorogation du délai contractuel en cours pour les durées correspondantes.

Le CEA informera le Titulaire de la fin de la suspension par lettre recommandée avec un préavis de 2 mois.

## **ARTICLE 11 GESTION DES MODIFICATIONS**

### **11.1 ÉVOLUTION DES PRESTATIONS PAR FDMDP**

Une évolution des prestations demandée par le CEA, ou proposée par le Titulaire et acceptée par le CEA, fait l'objet d'une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) établie par le Titulaire conformément aux dispositions définies à l'article 5.2 supra. La modification ne doit pas être imputable au Titulaire qui s'est engagé forfaitairement à exécuter le marché et pour lequel il a une obligation de résultat ; la fiche de modification n'a donc pas vocation à rattraper une erreur de sa part que cela soit dans l'évaluation technique et/ou le chiffrage de sa prestation.

Lorsque les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA, la FDMDP est contractualisée selon les mécanismes suivants :

- Sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le montant plafond mentionné à l'article 6.1.3 supra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

- Au-delà du montant plafond susmentionné ou pour les FMDMP en moins-value, la FMDMP fait l'objet d'un avenant au marché.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de l'avenant signé du CEA par courrier ou courrier électronique.

## **ARTICLE 12 CLAUSE DE PROTECTION DU SECRET DE LA DEFENSE NATIONALE**

1. Le marché est un marché classifié de niveau Secret sans détention d'informations et de supports classifiés au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il n'implique pas la détention d'Informations et Supports Classifiés (ISC) par le Titulaire. En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des ISC auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre du marché, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

Il reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de la connaissance et de la détention d'ISC et plus particulièrement :

- les articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- le code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;
- l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'instruction ministérielle n°900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

2. Pour exécuter le marché, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution du marché, celui-ci peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

3. Les personnels participant à la réalisation du marché/de l'accord-cadre et ayant à connaître des ISC doivent préalablement être habilités au niveau requis par le PCS. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement de leurs habilitations.
4. Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité de l'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution du marché/de l'accord-cadre et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes estivales, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution du marché. Il la communique au CEA à première demande de ce dernier et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par le marché.

5. Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des ISC auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.



A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.

6. L'exécution du marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « diffusion restreinte » et ne peuvent dès lors être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du PCS.
7. Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées du marché, sauf autorisation préalable du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.

Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le PCS.

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Le Titulaire doit notamment mettre en place un PCS « fille » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

8. Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées du marché. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FCPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité (PCS).

Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des ISC convenues avec le CEA et précisées par la FCPCS.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 500 € HT / jour de retard.

9. Toute violation ou inobservation par le Titulaire des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit du marché en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire, sans préjudice des peines prévues par les dispositions du code pénal.

### **ARTICLE 13 SOUS-TRAITANCE**

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet du marché sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire en annexe du Règlement de Consultation).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages du marché.

### **ARTICLE 14 NON-SOUMISSION A DES MARCHES CONNEXES**

Le Titulaire s'interdit de faire naître une situation dans laquelle ses intérêts professionnels seraient en conflit, à l'occasion de l'attribution (en son nom propre ou en sous-traitance) ultérieure d'un marché

connexe, notamment de prestations d'assistance, d'étude ou de réalisation en lien avec les prestations objet du présent marché.

Le Titulaire, ses sous-traitants et une société avec laquelle il entretient des liens (appartenance au même groupe, filiale ou actionnaire) ne pourra pas soumissionner à, ni exécuter, une prestation qui pourrait avoir une relation directe avec les prestations objet du présent marché, sauf à démontrer qu'il n'y a pas de situation de conflit d'intérêts et/ou d'avantage concurrentiel irrattrapable par rapport aux autres entreprises.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, pourra entraîner la résiliation du présent marché à ses torts, sans formalités judiciaires, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

#### **ARTICLE 15 COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

Le tribunal administratif territorialement compétent dont dépend le présent marché est le Tribunal Administratif de Nîmes.

\*\*\*\*\*

Fait à Marcoule,

En deux exemplaires originaux en cas de signature manuscrite et en un exemplaire électronique en cas de signature électronique,

Pour le Titulaire, le .....

Pour le CEA, le .....

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

## **ANNEXE 1 : CLAUSES GENERIQUES**

### **1) Conditions d'accès au site de Marcoule**

L'accès au site de Marcoule étant réglementé, le Titulaire doit contacter le service en charge de l'accueil des entreprises, qui lui indiquera les formalités permettant d'autoriser l'accès de son personnel au site, à savoir :

CEA/Marcoule  
Accueil des Entreprises  
Tél. : 04.66.79.13.40  
Fax : 04.66.39.71.60

### **2) Jours de fermeture du Centre**

Le CEA Marcoule est susceptible de fermer durant la durée d'exécution du marché. A titre informatif et non engageant, cela représente environ 12 jours par année civile.

### **3) Management qualité – Environnement – Santé – Sécurité**

#### **Management de la qualité (ISO 9001)**

Le Titulaire appliquera les règles de qualité relatives à la norme ISO 9001 version 2015. Il établira un Plan de Management Qualité (PMQ) relatif aux prestations, qui sera soumis au CEA pour approbation lors de la réunion d'enclenchement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du PMQ sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le marché peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires, ni indemnité.

#### **Environnement (ISO 14001)**

Le CEA est responsable de la surveillance de l'environnement et de toute relation dans ce domaine avec les Parties prenantes extérieures au site de Marcoule. En particulier, le CEA fixe les objectifs à atteindre dans le cadre de l'application des dispositions de la norme ISO 14001.

Le Titulaire respecte les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que les engagements volontaires du centre en matière d'environnement, il applique les procédures correspondantes, de manière à réaliser le marché dans le cadre fixé à l'alinéa précédent.

#### **Santé/Sécurité (ISO 45001)**

Le Titulaire est informé que le CEA a mis en place un système de management de la santé, de la sécurité, dont la sûreté nucléaire est partie prenante, conformément aux prescriptions du référentiel ISO 45001.

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du référentiel ISO 45001 dans le cadre des engagements du CEA en termes de santé et de sécurité.

#### 4) Assurances

En complément de l'article 38.2 des Conditions Générales d'Achat, le Titulaire est informé que les plafonds de garantie et franchises de la police Multirisque souscrite par le CEA pour le Centre de Marcoule sont :

	Plafond de garantie	Franchise par sinistre
<b>Domage de nature conventionnelle</b>	120 000 000 €	600 000 €
<b>Domage de nature nucléaire</b>	120 000 000 €	15 000 000 €

## **ANNEXE 2 : CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS**

### Obligation de confidentialité :

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent marché n'ont pas vocation à être publics. Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit marché en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

### Gestion des informations du CEA :

L'exécution du présent marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

#### ➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

#### ➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- L'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- L'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuiciel.

#### ➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)		
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

### Système d'information :

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

### Engagement de confidentialité :

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

### Restitution des informations et supports :

A l'achèvement du marché, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent marché.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.